

Mr. BAGDADI (Egypt) said his delegation agreed with those who felt that only principles should be mentioned in the declaration. The preamble itself spoke of the declaration as a common standard. An enunciation of principles was infinitely preferable to a detailed statement.

The Egyptian delegation would vote in favour of the original text.

Mr. CHANG (China) declared that the draft in question was far from perfect. It should be rendered more definite, clearer and more clear cut. It should be realized that the text was intended to achieve improvement in the status of mankind. The adoption of certain substitutes proposed for the word "arbitrary" would disturb the balance of the article. He submitted that additions could doubtless be inserted in other articles.

The suggestion regarding exile might be included in article 13, and a sentence might be added to the effect that no person should be arbitrarily barred from entering his own country.

The meeting rose at 6.15 p.m.

HUNDRED AND FOURTEENTH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Wednesday, 27 October 1948, at 3 p.m.*

Chairman: Mr. Charles MALIK (Lebanon).

38. Draft international declaration of human rights (E/800) (continued)

ARTICLE 7 (continued)

Miss KLOMPÉ (Netherlands) agreed with the representative of the United States of America that the declaration should be as concise as possible. The synthesized text (A/C.3/313) was too detailed, but might appear in the covenant.

She had originally been inclined to accept the Ecuadorean amendment suggesting the addition of the phrase "or exile" (113th meeting) but thought that it was not broad enough. She would like to see it extended to cover forcible change of residence within the borders of the victim's own country. That idea, however, should be incorporated in article 11 or 13.

She agreed with the representative of the USSR that imprisonment merely on account of failure to carry out contractual obligations was undesirable. She would not, however, vote for the corresponding provision, since in certain legal systems such imprisonment might not be arbitrary.

She would, therefore, vote for the basic text, and would also support any other article which might later provide for the prohibition of arbitrary removal of human beings from their habitual place of residence.

M. BAGDADI (Egypte) déclare que sa délégation est d'accord avec ceux qui estiment que la déclaration doit se borner à énoncer des principes. Il est dit dans le préambule que la déclaration représente un idéal commun. L'énoncé de principes est de beaucoup préférable à un dispositif détaillé.

La délégation de l'Egypte votera en faveur du texte primitif.

M. CHANG (Chine) déclare que le projet en question est loin de la perfection. Il faudrait le rendre plus précis, plus clair et plus net. Il ne faut pas oublier que le but de la déclaration est d'améliorer le statut de la personne humaine. Si l'on remplaçait le mot "arbitrairement" par certains autres mots proposés, l'équilibre de l'article se trouverait rompu. A son avis, ces mots pourraient certainement être insérés dans d'autres articles.

Il serait possible d'incorporer dans l'article 13 la suggestion relative à l'exil, et l'on pourrait ajouter une phrase précisant que nul ne saurait être arbitrairement empêché de rentrer dans son pays.

La séance est levée à 18 h. 15.

CENT QUATORZIEME SEANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le mercredi 27 octobre 1948, à 15 heures.*

Président: M. Charles MALIK (Liban).

38. Projet de déclaration internationale des droits de l'homme (E/800) (suite)

ARTICLE 7 (suite)

Mlle KLOMPÉ (Pays-Bas) partage le point de vue de la représentante des Etats-Unis selon lequel la déclaration doit être aussi concise que possible. Le texte de synthèse (A/C.3/313), s'il est trop détaillé pour figurer dans la déclaration, pourrait du moins figurer dans le pacte.

Mlle Klompé était d'abord prête à accepter l'amendement de l'Equateur suggérant l'insertion des mots "ou exilé" (113^{ème} séance), mais elle estime que la portée n'en est pas assez large. Elle voudrait le voir élargi de façon à viser également le changement de résidence forcé à l'intérieur même des frontières du pays de la victime. Mais c'est dans les articles 11 ou 13 que doit être incorporée cette idée.

La représentante des Pays-Bas estime avec le représentant de l'URSS qu'il faudrait réprouver l'emprisonnement d'une personne pour la seule raison que celle-ci n'est pas en mesure de remplir ses obligations contractuelles. Mais elle ne votera cependant pas les clauses correspondantes puisque, dans certaines législations, un tel emprisonnement peut n'être pas arbitraire.

Elle votera donc le texte de base et appuiera également tout autre article ultérieur prévoyant l'interdiction de l'envoi arbitraire d'êtres humains loin de leur lieu de résidence habituel.

Mr. DE LEÓN (Panama) withdrew his amendment (A/C.3/220) in favour of the synthesized text, which he supported in principle, although he thought the wording might be improved. He welcomed particularly the inclusion of the idea of *habeas corpus* in that text.

He suggested that the word "confirmed" in the second paragraph of that text might be changed to "determined".

Mrs. NEWLANDS (New Zealand) said that her delegation had consistently held the view that the declaration should be a brief and simple statement of general principles; precise legal provisions should rather be included in the covenant. The synthesized text, which was extremely long and unwieldy, demonstrated the difficulties that arose once a departure was made from the idea originally accepted by the Committee.

She would therefore vote for article 7 as drafted by the Commission on Human Rights.

The CHAIRMAN called the Committee's attention to the fact that the synthesized text for article 7 (A/C.3/313) represented a substitution for that article as drafted by the Commission (E/800) and that all previous amendments had been withdrawn in favour of it.

The synthesized text would be put to the vote first. Should it fail, any delegation which wished to introduce the idea of exile into the original text would be permitted to do so.

Mr. PAVLOV (Union of Soviet Socialist Republics) asked that the synthesized text should be put to the vote in nine parts, and indicated the points at which the division was to be made.

The representatives of the UNITED KINGDOM, EGYPT, CUBA, COSTA RICA and the PHILIPPINES protested against the division proposed by the USSR representative. A text could be voted on in parts only if it were divided according to ideas.

The CHAIRMAN stated that voting in parts was a common procedure in United Nations organs, and that the division proposed was not unreasonable. The procedure suggested by the USSR representative would, consequently, be followed. The Committee should consider each portion of the text in the context of what was still to come.

He put to the vote the first phrase of the synthesized text:

"No one may be deprived of his freedom."

That part was rejected by 20 votes to 14, with 8 abstentions.

The CHAIRMAN stated that the following part, which would have to be a complete sentence, would be put to the vote in the following form:

"No one may be exiled."

That part was adopted by 21 votes to 16, with 5 abstentions.

The CHAIRMAN then put to the vote the third part, which read as follows:

"Except in the cases and according to the procedure prescribed by prior legislation."

M. DE LEÓN (Panama) retire son amendement (A/C.3/220) en faveur du texte de synthèse, qu'il appuie en principe, tout en estimant que la rédaction pourrait en être améliorée. Il accueille notamment avec satisfaction l'inclusion dans ce texte de l'idée d'*habeas corpus*.

Il suggère de remplacer, dans le deuxième paragraphe de ce texte, le mot "vérifie" par le mot "détermine".

Mme NEWLANDS (Nouvelle-Zélande) déclare que sa délégation n'a cessé de soutenir que la déclaration doit être un exposé bref et simple de principes généraux; c'est dans le pacte que doivent figurer les dispositions légales précises. Le texte de synthèse, extrêmement long et lourd, montre bien quelles difficultés se posent lorsqu'on s'écarte de l'idée primitivement adoptée par la Commission.

Mme Newlands votera donc l'article 7 tel que l'a rédigé la Commission des droits de l'homme.

Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Commission sur le fait que le texte synthétisé pour l'article 7 (A/C.3/313) remplace le texte proposé pour cet article par la Commission des droits de l'homme (E/800), et que tous les amendements antérieurs ont été retirés en sa faveur.

Il convient de mettre d'abord aux voix ce texte de synthèse. Dans le cas où il serait rejeté, toute délégation qui désirerait introduire l'idée d'exil dans le texte primitif serait autorisée à le faire.

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande la division en neuf parties du texte de synthèse avant sa mise aux voix, et il indique à quels endroits la division devrait se faire.

Les représentants du ROYAUME-UNI, de l'EGYPTE, de CUBA, du COSTA-RICA et des PHILIPPINES protestent contre la division proposée par le représentant de l'URSS. On ne peut mettre un texte aux voix par division que si la division suit les idées.

Le PRÉSIDENT déclare que le vote par division est une procédure communément pratiquée dans les organes de l'Organisation des Nations Unies, et que la division proposée ne dépasse pas les bornes du bon sens. La procédure suggérée par le représentant de l'URSS sera donc suivie. La Commission devra examiner chaque portion du texte en fonction du contexte suivant.

Le Président met aux voix le premier membre de phrase du texte de synthèse:

"Nul ne peut être privé de sa liberté".

Par 20 voix contre 14, avec 8 abstentions, ce texte est rejeté.

Le PRÉSIDENT déclare que la partie suivante, qui doit constituer une phrase complète, sera mise aux voix sous la forme suivante:

"Nul ne peut être exilé".

Par 21 voix contre 16, avec 5 abstentions, ce texte est adopté.

Le PRÉSIDENT met ensuite aux voix la troisième partie, qui est ainsi conçue:

"Sauf dans les cas et selon les formes prévues par une loi antérieure".

That part was rejected by 21 votes to 15, with 4 abstentions.

The CHAIRMAN next put to the vote the fourth part, which read:

"Anyone deprived of his freedom has the right to be informed without delay of the grounds for his detention."

That part was rejected by 20 votes to 18, with 5 abstentions.

Mr. CASSIN (France) called attention to the fact that the correct French equivalent of the words in the fifth part, "the legality of the action taken against him", was *la légalité des mesures prises contre lui*.

Mr. PÉREZ CISNEROS (Cuba) requested that the vote on the remaining parts of the amendment should be taken by roll-call.

The CHAIRMAN, overruling objections by the representatives of AUSTRALIA and the UNITED STATES OF AMERICA, put the fifth part to the vote in the following form:

"Anyone deprived of his freedom has the right to have the legality of the action taken against him *determined* without delay by a judge and also to have his case brought before the court without undue delay or to be liberated."

A vote was taken by roll-call, as follows:

Iceland, having been drawn by lot by the Chairman, was called upon to vote first.

In favour: India, Mexico, Panama, Poland, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, Uruguay, Yugoslavia, Afghanistan, Argentina, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Ecuador, France.

Against: Lebanon, Netherlands, New Zealand, Norway, Peru, Philippines, Siam, Sweden, Syria, Turkey, Union of South Africa, United Kingdom, United States of America, Australia, Bolivia, Brazil, Canada, China, Denmark, Honduras.

Abstaining: Saudi Arabia, Venezuela, Belgium, Burma, Dominican Republic, Ethiopia, Greece.

That part was rejected by 20 votes to 18, with 7 abstentions.

The CHAIRMAN put to the vote the sixth part of the synthesized text, which read as follows:

"Everyone is entitled to compensation for illegal arrest".

A vote was taken by roll-call, as follows:

Pakistan, having been drawn by lot by the Chairman, was called upon to vote first.

In favour: Panama, Poland, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, Uruguay, Yugoslavia, Burma, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Ecuador, Mexico.

Against: Peru, Philippines, Siam, Sweden, Syria, Turkey, Union of South Africa, United Kingdom, United States of America, Australia, Bolivia, Brazil, Canada, China, Denmark, France, Honduras, India, Lebanon, Netherlands, New Zealand, Norway.

Par 21 voix contre 15, avec 4 abstentions, ce texte est rejeté.

Le PRÉSIDENT met ensuite aux voix la quatrième partie, qui est ainsi conçue:

"Quiconque aura été privé de sa liberté a le droit de recevoir sans délai notification des motifs des mesures dont il est l'objet".

Par 20 voix contre 18, avec 5 abstentions, ce texte est rejeté.

M. CASSIN (France) attire l'attention sur le fait que l'équivalent français exact des mots contenus dans la cinquième partie: *the legality of the action taken against him* est: "*la légalité des mesures prises contre lui*".

M. PÉREZ CISNEROS (Cuba) demande que le vote sur les parties restantes de l'amendement ait lieu par appel nominal.

Passant outre aux objections soulevées par les représentants de l'Australie et des ETATS-UNIS d'AMÉRIQUE, le PRÉSIDENT donne lecture de la cinquième partie sous la forme suivante:

"Quiconque aura été privé de sa liberté a le droit d'obtenir que le juge *détermine* sans délai la *légalité des mesures prises contre lui*, et d'être jugé sans retard ou, à défaut, d'être remis en liberté".

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Islande, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Inde, Mexique, Panama, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Equateur, France.

Votent contre: Liban, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Philippines, Siam, Suède, Syrie, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chine, Danemark, Honduras.

S'abstiennent: Arabie saoudite, Venezuela, Belgique, Birmanie, République Dominicaine, Ethiopie, Grèce.

Par 20 voix contre 18, avec 7 abstentions, ce texte est rejeté.

Le PRÉSIDENT met aux voix la sixième partie du texte de synthèse, ainsi conçue:

"Toute personne peut se prévaloir du droit à indemnité en cas d'arrestation illégale".

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Pakistan, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Panama, Pologne, Républiques socialistes soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Equateur, Mexique.

Votent contre: Pérou, Philippines, Siam, Suède, Syrie, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chine, Danemark, France, Honduras, Inde, Liban, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège.

Abstaining: Saudi Arabia, Venezuela, Afghanistan, Argentina, Belgium, Dominican Republic, Egypt, Ethiopia, Greece.

That part was rejected by 22 votes to 15, with 9 abstentions.

The CHAIRMAN put to the vote the seventh part of the synthesized text, which read as follows:

"Everyone is entitled to compensation for illegal deprivation of liberty."

A vote was taken by roll-call, as follows:

Honduras, having been drawn by lot by the Chairman, was called upon to vote first.

In favour: Mexico, Panama, Poland, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, Uruguay, Yugoslavia, Afghanistan, Argentina, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Dominican Republic, Ecuador.

Against: Honduras, India, Lebanon, Netherlands, New Zealand, Norway, Peru, Philippines, Siam, Sweden, Syria, Turkey, Union of South Africa, United Kingdom, United States of America, Australia, Bolivia, Brazil, Canada, China, Denmark, France.

Abstaining: Saudi Arabia, Venezuela, Belgium, Burma, Egypt, Ethiopia, Greece.

That part was rejected by 22 votes to 17, with 7 abstentions.

The CHAIRMAN put to the vote the eighth part of the synthesized text, which read:

"No one may be deprived of his freedom on account merely of failure to carry out obligations of a purely civil character."

A vote was taken by roll-call, as follows:

Egypt, having been drawn by lot by the Chairman, was called upon to vote first:

In favour: Mexico, Panama, Poland, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, Uruguay, Yugoslavia, Afghanistan, Argentina, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Dominican Republic, Ecuador.

Against: France, Honduras, India, Lebanon, Netherlands, New Zealand, Norway, Peru, Philippines, Siam, Sweden, Syria, Turkey, Union of South Africa, United Kingdom, United States of America, Australia, Bolivia, Brazil, Canada, China, Denmark.

Abstaining: Egypt, Ethiopia, Greece, Saudi Arabia, Venezuela, Belgium, Burma.

That part was rejected by 22 votes to 17, with 7 abstentions.

The CHAIRMAN put to the vote the ninth part of the synthesized text, which read:

"No one may be deprived of his freedom on account merely of violation of a work contract."

A vote was taken by roll-call, as follows:

Panama, having been drawn by lot by the Chairman, was called upon to vote first.

In favour: Panama, Poland, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, Uruguay, Yugoslavia, Argentina, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Dominican Republic, Ecuador, Mexico.

S'abstiennent: Arabie saoudite, Venezuela, Afghanistan, Argentine, Belgique, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Grèce.

Par 22 voix contre 15, avec 9 abstentions, ce texte est rejeté.

Le PRÉSIDENT met aux voix la septième partie du texte de synthèse, qui se lit comme suit:

"Toute personne peut se prévaloir du droit à indemnité en cas de privation illégale de liberté."

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Honduras, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Mexique, Panama, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur.

Votent contre: Honduras, Inde, Liban, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Philippines, Siam, Suède, Syrie, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chine, Danemark, France.

S'abstiennent: Arabie saoudite, Venezuela, Belgique, Birmanie, Egypte, Ethiopie, Grèce.

Par 22 voix contre 17, avec 7 abstentions, ce texte est rejeté.

Le PRÉSIDENT met aux voix la huitième partie du texte de synthèse, qui se lit comme suit:

"Nul ne peut être privé de sa liberté pour la seule raison de ne pas s'être acquitté d'obligations de caractère purement civil."

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Egypte, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Mexique, Panama, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur.

Votent contre: France, Honduras, Inde, Liban, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Philippines, Siam, Suède, Syrie, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chine, Danemark.

S'abstiennent: Egypte, Ethiopie, Grèce, Arabie saoudite, Venezuela, Belgique, Birmanie.

Par 22 voix contre 17, avec 7 abstentions, ce texte est rejeté.

Le PRÉSIDENT met aux voix la neuvième partie du texte de synthèse, qui se lit comme suit:

"Nul ne peut être privé de sa liberté pour la seule raison d'avoir violé un contrat de travail."

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Panama, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Panama, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Argentine, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur, Mexique.

Against: Peru, Philippines, Siam, Sweden, Syria, Turkey, Union of South Africa, United Kingdom, United States of America, Australia, Bolivia, Brazil, Canada, China, Denmark, France, Honduras, India, Lebanon, Netherlands, New Zealand, Norway.

Abstaining: Saudi Arabia, Venezuela, Afghanistan, Belgium, Burma, Egypt, Ethiopia, Greece.

That part was rejected by 22 votes to 16, with 8 abstentions.

Mr. CARRERA ANDRADE (Ecuador) reminded the Committee that when he had submitted his amendment (113th meeting) he had only asked that the words "or exile" should be added to the text of the article. Accordingly it was not a new amendment, as the Chinese representative had said. It also appeared that the Ecuadorean amendment was in place in article 7, which dealt with arbitrary punishments. Moreover, it would be contrary to the rules of procedure to vote again on a proposal which had already been adopted.

The CHAIRMAN pointed out that of the whole synthesized text the Committee had adopted only the following sentence: "No one may be exiled". Accordingly that sentence was before the Committee as a substitution for the basic draft of article 7.

He agreed with the representative of Ecuador that the Committee had shown itself to be in favour of including the idea of exile, which could be moved as an addition to article 7. Before that could be done, however, it was necessary for the Committee to vote on what it had adopted of the synthesized text as a whole and to reject it.

He consequently put to the vote the proposal to substitute the words "No one may be exiled" for the basic text of article 7.

That proposal was rejected by 36 votes to none, with 7 abstentions.

COUNT CARTON DE WIART (Belgium) felt that the idea of exile should not be qualified by the word "arbitrary". He asked that a separate vote be taken on that point.

Mr. CHANG (China) said that he was certainly not opposed to including a prohibition of exile in the declaration.

He suggested the appointment of a sub-committee of three to draft an appropriate text after the Committee itself had decided the matter in principle.

He wondered, also, whether the idea might not be included in article 13.

Mr. CARRERA ANDRADE (Ecuador) pointed out that no delegation had voiced opposition in principle to the prohibition of exile.

Mr. SANTA CRUZ (Chile) said that the prohibition of exile should be qualified by the word "arbitrary" as were the words "arrest" and "detention". There were cases in which exile might be imposed in accordance with prior legislation.

Mr. CARRERA ANDRADE (Ecuador) accepted the Chairman's suggestion and proposed that the words "or exile" should be added at the end

Votent contre: Pérou, Philippines, Siam, Suède, Syrie, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chine, Danemark, France, Honduras, Inde, Liban, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège.

S'abstiennent: Arabie saoudite, Venezuela, Afghanistan, Belgique, Birmanie, Egypte, Ethiopie, Grèce.

Par 22 voix contre 16, avec 8 abstentions, ce texte est rejeté.

M. CARRERA ANDRADE (Equateur) rappelle à la Commission que lorsqu'il a présenté son amendement (113^{ème} séance), il avait uniquement demandé que les mots "ou exilé" fussent ajoutés au texte de l'article. Il ne s'agit donc pas, comme l'a indiqué le représentant de la Chine, d'un amendement nouveau. Il semble également que l'amendement de l'Equateur ait sa place à l'article 7, qui traite des punitions arbitraires. D'autre part, il serait contraire au règlement de voter de nouveau sur une proposition qui a déjà été adoptée.

Le PRÉSIDENT déclare que, sur l'ensemble du texte de synthèse, la Commission n'a adopté que la phrase suivante: "Nul ne peut être exilé". La Commission est donc saisie de cette phrase en tant que remplacement du texte de base de l'article 7.

Il est d'accord avec le représentant de l'Equateur pour remarquer que la Commission s'est déclarée en faveur de l'inclusion de l'idée d'exil; on pourrait la proposer sous forme d'additif à l'article 7. Pour cela, il est toutefois nécessaire que la Commission vote auparavant sur cette partie du texte de synthèse qu'elle a adopté, et la rejette.

Par conséquent, le Président met aux voix la proposition tendant à substituer la phrase "Nul ne peut être exilé" au texte de base de l'article 7.

Par 36 voix contre zéro, avec 7 abstentions, cette proposition est rejetée.

Le comte CARTON DE WIART (Belgique) estime que l'idée d'exil ne doit pas être nuancée par le mot "arbitrairement". Il demande un vote séparé sur ce point.

M. CHANG (Chine) déclare qu'il n'est certainement pas opposé à ce que l'interdiction de l'exil figure dans la déclaration.

Il propose de nommer un comité de trois membres chargé de rédiger un texte, lorsque la Commission aura pris une décision de principe.

De plus, il se demande si la notion en question ne trouverait pas sa place à l'article 13.

M. CARRERA ANDRADE (Equateur) souligne qu'aucune délégation n'a exprimé d'opposition de principe à l'interdiction de l'exil.

M. SANTA CRUZ (Chili) estime que l'interdiction de l'exil doit être nuancée par le mot "arbitrairement", comme c'est le cas pour les mots "arrêté" et "détenu". Il est des cas où l'exil peut être imposé en accord avec une législation antérieure.

M. CARRERA ANDRADE (Equateur) accepte la suggestion du Président et propose que les mots "ou exilé" soient ajoutés avant le mot "arbitraire-

of the basic text, and that article 7, in its new form, should be put to the vote in parts.

Mr. ANZE MATIENZO (Bolivia) said that he was opposed to exile in all forms. The prohibition of exile should not be qualified.

He therefore proposed, as an amendment, that a sentence reading: "No one shall be exiled" should be added at the end of the basic text of article 7.

Mrs. CORBET (United Kingdom) said that exile should be qualified by the word "arbitrary". Unless this were done, her delegation, favourable though it was to the idea of prohibiting exile, would not support the amendment. It was essential that the vote should show clearly that *arbitrary* exile was meant.

Mr. JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA (Uruguay) favoured the addition of the words "or exile". That would bring the sense of the article closer to what had been intended by the synthesized text. He was in favour of a phrase which would prevent all measures which obliged a person to quit his country against his will and without his case having been brought before a court.

It should be clearly specified that *arbitrary* exile was meant.

Mr. PAVLOV (Union of Soviet Socialist Republics) said that if the text were amended as the representative of Uruguay wished, the word "arbitrary" would necessarily qualify the concept of exile. He would prefer to specify the conditions in which exile should be prohibited. He therefore proposed to qualify the word "exile" by the words "except in the cases and according to the procedure prescribed by prior legislation".

Mr. AZKOUL (Lebanon) and Mr. CASSIN (France) submitted that the change proposed by the representative of Bolivia constituted an amendment to the Ecuadorean amendment. The USSR amendment was closer to it than the Bolivian. A vote should be taken on the Bolivian amendment first and then on the USSR amendment. By that method the Committee could decide whether, and to what extent, the word "exile" should be qualified.

The CHAIRMAN put the Bolivian amendment the Ecuadorean amendment to the vote.

That amendment was rejected by 18 votes to 16, with 7 abstentions.

The CHAIRMAN put the USSR amendment to the Ecuadorean amendment to the vote.

That amendment was rejected by 20 votes to 6, with 15 abstentions.

Mr. CARRERA ANDRADE (Ecuador) requested that his amendment be put to the vote by roll-call.

The CHAIRMAN put the Ecuadorean amendment to the vote.

A vote was taken by roll-call, as follows:

The Byelorussian Soviet Socialist Republic, having been drawn by lot by the Chairman, was called upon to vote first.

ment" à la fin du texte de base, et que l'article 7, sous cette nouvelle forme, soit voté par division.

M. ANZE MATIENZO (Bolivie) déclare qu'il est opposé à l'exil sous toutes ses formes. L'interdiction de l'exil ne doit pas comporter de réserves.

C'est pourquoi il propose que l'on amende le texte de base de l'article 7 en y ajoutant la phrase: "Nul ne peut être exilé".

Mme CORBET (Royaume-Uni) dit que l'idée d'exil doit être nuancée par le mot "arbitrairement". Si l'on n'apporte pas cette précision, sa délégation, bien que favorable à l'idée de l'interdiction de l'exil, ne soutiendra pas l'amendement. Il est essentiel que le vote montre clairement s'il s'agit d'un exil *arbitraire*.

M. JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA (Uruguay) approuve l'adjonction des mots "ou exilé". Cette adjonction rapprocherait le sens de l'article de l'intention contenue dans le texte de synthèse. M. Jiménez de Aréchaga se déclare en faveur d'un texte qui empêcherait toutes les mesures tendant à obliger une personne à quitter son pays contre sa volonté et sans que son cas ait été examiné devant un tribunal.

Il faut indiquer clairement que l'article vise l'exil *arbitraire*.

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que si le texte est amendé comme le désire le représentant de l'Uruguay, le mot "arbitrairement" nuancera forcément le concept d'exil. Quant à lui, il préférerait préciser les conditions dans lesquelles l'exil doit être interdit. C'est pourquoi il propose de préciser le mot "exilé" en le faisant suivre des mots: "sauf dans les cas et selon les formes prévus par une loi antérieure".

M. AZKOUL (Liban) et M. CASSIN (France) sont d'avis que la modification proposée par le représentant de la Bolivie constitue un amendement à l'amendement de l'Equateur. L'amendement de l'URSS en est plus proche que celui de la Bolivie. Un vote devrait avoir lieu en premier lieu sur l'amendement de la Bolivie, puis sur celui de l'URSS. La Commission pourrait ainsi décider si le mot "exilé" doit être ou non suivi de précisions, et, si oui, dans quelle mesure.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de la Bolivie à l'amendement de l'Equateur.

Par 18 voix contre 16, avec 7 abstentions, cet amendement est rejeté.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de l'URSS à l'amendement de l'Equateur.

Par 20 voix contre 6, avec 15 abstentions, cet amendement est rejeté.

M. CARRERA ANDRADE (Equateur) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal sur son amendement.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de l'Equateur.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la République socialiste soviétique de Biélorussie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

In favour: Byelorussian Soviet Socialist Republic, Chile, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Denmark, Dominican Republic, Ecuador, Ethiopia, Honduras, India, Lebanon, Mexico, New Zealand, Panama, Peru, Philippines, Poland, Siam, Sweden, Syria, Turkey, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of South Africa, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom, United States, Uruguay, Venezuela, Yugoslavia, Afghanistan, Argentina, Australia, Belgium, Bolivia, Brazil, Burma.

Against: Canada.

Abstaining: China, France, Greece, Netherlands, Norway, Saudi Arabia.

The amendment was adopted by 37 votes to 1, with 6 abstentions.

The CHAIRMAN put article 7 as a whole, as amended, to the vote.

Article 7, as amended, was adopted by 43 votes to none, with 1 abstention.

Mr. CONTOUMAS (Greece) said in explanation of his vote, that there had been several ideas in the synthesized text with which he agreed; many of them, indeed, already existed in his country's legal code. He did not feel, however, that so detailed a list of provisions would have been in place in the text of the declaration.

Mr. ANZE MATIENZO (Bolivia) said that the implications of the word "arbitrary" were much broader than such merely legal concepts as had been proposed in the synthesized text. The word "arbitrary" referred, in part, to matters of conscience. A legal concept might change with changing circumstances; it was not inconceivable that arbitrary laws might be adopted in certain countries.

Mr. PLAZA (Venezuela) said that he had voted for the original text with the addition of the Ecuadorean amendment. The original text thus amended was concise and stated the precise meaning desired by the Committee.

Miss BERNARDINO (Dominican Republic) said that the Constitution and the laws of her country guaranteed all the principles of the amendments adopted but she had abstained on some votes because she found the procedure confusing.

Mr. PÉREZ CISNEROS (Cuba) said that he had voted for the word "arbitrary" as adopted on the understanding that it was referred to cases not prescribed by prior legislation.

Mrs. KALINOWSKA (Poland) thought that the article in its existing form was inadequate.

Mr. CARRERA ANDRADE (Ecuador) thanked the representatives who had given him their support during the discussions and also expressed his regret that the Committee had not adopted the amendments of Cuba, the USSR, Uruguay, France and Mexico, which had emphasized the social aspect of the declaration of human rights.

Mr. PAVLOV (Union of Soviet Socialist Republics) pointed out that the Committee by only a small majority had rejected a series of concrete and progressive measures intended to guarantee the freedom of mankind. Article 7 in its ex-

Votent pour: République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Ethiopie, Honduras, Inde, Liban, Mexique, Nouvelle-Zélande, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Siam, Suède, Syrie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques soviétiques, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Birmanie.

Vote contre: le Canada.

S'abstiennent: Chine, France, Grèce, Pays-Bas, Norvège, Arabie saoudite.

Par 37 voix contre une, avec 6 abstentions, l'amendement est adopté.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble de l'article 7, tel qu'il a été amendé.

Par 43 voix contre zéro, avec une abstention, l'article 7 tel qu'il a été amendé est adopté.

M. CONTOUMAS (Grèce), expliquant son vote, déclare que le texte de synthèse contenait plusieurs idées qu'il approuve; en fait, beaucoup d'entre elles existent déjà dans le code juridique de son pays. Toutefois, il ne pense pas qu'une liste de clauses aussi détaillée aurait eu sa place dans le texte de la déclaration.

M. ANZE MATIENZO (Bolivie) déclare que la portée du mot "arbitrairement" est beaucoup plus vaste que les concepts purement juridiques proposés dans le texte de synthèse. Le mot "arbitrairement" se réfère, en partie, à des questions de conscience. Un concept juridique peut se modifier au gré des circonstances; il n'est pas inconcevable que des lois arbitraires soient adoptées dans certains pays.

M. PLAZA (Venezuela) déclare qu'il a voté pour le texte de base avec l'adjonction des mots proposés par l'Equateur. Le texte initial ainsi amendé est concis et rend bien l'idée précise voulue par la Commission.

Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) déclare que la Constitution et les lois de son pays garantissent tous les principes contenus dans les amendements adoptés. Si elle s'est abstenue lors de certains votes, c'est parce qu'elle a trouvé la procédure confuse.

M. PÉREZ CISNEROS (Cuba) déclare que, en votant pour le mot "arbitrairement", il pensait, bien entendu, aux cas non prévus par une loi antérieure.

Mme KALINOWSKA (Pologne) estime que l'article sous sa forme actuelle n'est pas satisfaisant.

M. CARRERA ANDRADE (Equateur) remercie les représentants qui l'ont soutenu pendant le débat et exprime en même temps son regret que la Commission n'ait pas adopté les amendements de Cuba, de l'URSS, de l'Uruguay, de la France et du Mexique, qui soulignaient l'orientation "sociale" de la déclaration des droits de l'homme.

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que la Commission, à une faible majorité, a repoussé une série de mesures concrètes et libérales destinées à garantir la liberté de l'humanité. L'article 7 dans sa forme

isting form was not as complete as it should have been.

The word "arbitrary" left the way open to subjective interpretation, whereas the Cuban and Uruguayan proposals had been far more concrete.

The article was still weak, though it had been improved.

Mr. JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA (Uruguay) regretted that the Committee had been unable to agree that the right to appeal to the competent tribunals was a fundamental right and not a technical legal matter.

The meeting rose at 6.10 p.m.

HUNDRED AND FIFTEENTH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Thursday, 28 October 1948, at 3 p.m.*

Chairman: Mr. Charles MALIK (Lebanon).

39. Draft international declaration of human rights (E/800) (continued)

ARTICLE 8¹

The CHAIRMAN called attention to the amendments to article 8, which were recapitulated in document A/C.3/277.

Mr. PAVLOV (Union of Soviet Socialist Republics) wished his delegation's amendments (E/800, page 32) to precede the basic text of article 8. It was appropriate to mention in that article certain basic principles of justice.

The first sentence regarding equality before the law was intended to prevent unfair action by the courts. Unfortunately such action occurred, particularly in certain Non-Self-Governing Territories. The second sentence enunciated the principle that judges should not be influenced by local authorities. The third sentence contained a broader statement of principle than did the basic draft of article 8; there could therefore be no objection to it on the grounds that it was too detailed.

The second paragraph of the USSR amendment dealt with the very important question of public hearings in law courts; that all hearings should be public, except in cases where public morality and national security were involved. The right of an accused person to defence should also be explicitly stated in the declaration.

He dwelt at some length on the third paragraph regarding the right of an accused person to use his native language. To insist upon the use of the language of the country in which proceedings were taking place, regardless of whether or not the accused was familiar with that language, might result in injustice for millions of persons.

In answer to a remark by the representative of POLAND, the CHAIRMAN pointed out that the

¹ Article 11 of the draft universal declaration of human rights (A/777).

actuelle n'est pas aussi complet qu'il aurait dû l'être.

Le mot "arbitrairement" laisse place à une interprétation subjective, alors que les propositions de Cuba et de l'Uruguay étaient bien plus concrètes.

L'article n'est pas encore très satisfaisant, bien qu'il ait été amélioré.

M. JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA (Uruguay) regrette que la Commission n'ait pu admettre que le droit d'appel devant les tribunaux publics compétents est un droit fondamental, et non pas un problème juridique technique.

La séance est levée à 18 h. 10.

CENT QUINZIÈME SEANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le jeudi 28 octobre 1948, à 15 heures.*

Président: M. Charles MALIK (Liban).

39. Projet de déclaration internationale des droits de l'homme (E/800) (suite)

ARTICLE 8¹

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur les amendements à l'article 8, qui sont groupés dans le document A/C.3/277.

M. PAVLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à ce que le texte de l'amendement de sa délégation (E/800, page 32) soit inséré au début du texte de base de l'article 8. Il convient de mentionner dans cet article certains principes fondamentaux de justice.

L'intention de la première phrase, qui concerne l'égalité devant la justice, est d'empêcher que les tribunaux ne prennent des mesures injustes, comme c'est malheureusement le cas, notamment dans certains territoires non autonomes. La deuxième phrase énonce le principe selon lequel les juges ne doivent pas être influencés par les autorités locales. La troisième énonce un principe d'une manière plus large que ne le fait le texte de base de l'article 8; on ne peut donc pas reprocher à cette phrase d'être trop détaillée.

Le deuxième alinéa de l'amendement de l'URSS ("Dans tous les tribunaux...") traite de la question très importante de l'audience publique des affaires; M. Pavlov maintient que toutes les audiences doivent être publiques, sauf si la moralité publique ou la sécurité nationale sont en jeu. La déclaration doit également énoncer de façon explicite le droit qu'a l'accusé de se défendre.

L'orateur s'étend sur le troisième alinéa de l'amendement, qui traite du droit de l'accusé d'utiliser sa langue maternelle. Imposer l'usage de la langue du pays où les jugements sont rendus, sans se soucier de savoir si l'accusé la comprend, c'est risquer de commettre une injustice à l'égard de millions de personnes.

En réponse à une observation du représentant de la POLOGNE, le PRÉSIDENT souligne que le

¹ Article 11 du projet de déclaration universelle des droits de l'homme (A/777).